

| Desk Français
Résumé juridique

Août 2021



Mesdames et Messieurs,

Nous vous présentons le résumé juridique des modifications clés de la législation russe **pour le premier semestre 2021**.

Les modifications ci-dessous couvrent les changements pertinents pour les entreprises travaillant en Russie.

Nous espérons que ces informations vous seront utiles.

Bien cordialement,

Irina Anyukhina

Sergey Khanaev



Irina Anyukhina

Associée

E: ianyukhina@alrud.com

T: +7 495 234-9692

ALRUD Law Firm

17 rue Skakovaïa, bâtiment 2,
6e étage, Moscou, Russie, 125040

www.alrud.com



Sergey Khanaev

Collaborateur

E: skhanaev@alrud.com

T: +7 495 234-9692

ALRUD Law Firm

17 rue Skakovaïa, bâtiment 2,
6e étage, Moscou, Russie, 125040

www.alrud.com

Le 2 juillet 2021 est entrée en vigueur une loi fédérale améliorant la réglementation des sociétés en commandite simple d'investissement (équivalent russe de « limited partnership agreement »).

Dans le cadre du groupe de travail, ALRUD a participé à l'élaboration d'amendements à la Loi fédérale « Sur la société en commandite simple d'investissement » visant la possibilité de la création d'une société en commandite simple d'investissement d'un nouveau type, à savoir avec des biens propres.

La condition sine qua non de ce nouveau type de société en commandite simple d'investissement est que son commandité-gérant soit la société par actions « La société de gestion du Fonds d'investissement direct russe », ses succursales, ses sociétés affiliées ou autre entité approuvée par l'ordonnance du Gouvernement de la Fédération de Russie.

L'avantage de ce type de société en commandite simple d'investissement est la possibilité de création de plusieurs groupes de biens communs au sein d'une seule société en commandite simple d'investissement avec les différents commanditaires. Ainsi, les profits et pertes et la responsabilité générale liés à un groupe de biens propres ne sont pas mélangés à ceux de l'autre groupe des biens propres, permettant la gestion plus souple de la participation des commanditaires aux investissements.

Les amendements prévoient également un certain nombre de changements qui allègent ou lèvent les restrictions excessives, y compris la quantité limitée de commanditaires qui ne pouvait pas auparavant dépasser 50 (cinquante).

Le Service fédéral anti-monopole de Russie (FAS) permettra aux entreprises de se défendre contre les accusations de domination sur le marché ou de collusion à travers des « visas anti-monopoles ».

La société ne peut pas être considérée comme ayant enfreint les lois anti-monopoles si elle agissait conformément aux règles de conformité approuvées par le FAS. En même temps, les actions dépassant ce cadre des règles approuvées ainsi que les actions qui ne les respectent pas seront traitées par l'organe anti-monopole suivant la législation en vigueur.

Le but de cette réforme est d'aider les entreprises de se conformer à la législation anti-monopole de la manière plus efficace. Ainsi, l'entreprise peut obtenir gain cause dans le litige anti-monopole, si elle arrive à démontrer par un certificat que son fonctionnement interne était en conformité avec la réglementation du FAS.

La Banque Centrale de la Fédération de Russie a publié sa Conception du rouble digital.

Le rouble digital est une troisième forme de la devise nationale russe (après les roubles en espèces et non en espèces). Le document souligne que cette nouvelle forme de devise permettra, par exemple, d'effectuer des règlements sans accès à Internet et se distingue par son très haut niveau de fiabilité.

Il existe quatre modèles d'introduction du rouble digital :

- Modèle de règlement des opérations en gros à un niveau (modèle A).
- Modèle de règlement des opérations en détail à un niveau (modèle B).
- Modèle de règlement des opérations en détail à deux niveaux avec implication des organisations financières en tant qu'agents de transit (modèle C).
- Modèle de règlement des opérations en détail à deux niveaux avec implication des organisations financières en tant qu'agents de règlement (modèle D).

Le plus approprié pour la future mise en place semble être le modèle D, car il prévoit le niveau d'accès maximal du rouble digital aux personnes physiques et morales ainsi qu'une réduction des dépenses économiques grâce à l'optimisation des coûts de règlements.

Le ministère du Développement économique de la Fédération de Russie a élaboré un projet de loi selon lequel les sociétés commerciales russes pourront assurer à leurs frais la responsabilité patrimoniale de membres de leurs organes de gestion ainsi que d'autres personnes ayant la capacité de déterminer les actions de la société.

Aujourd'hui les membres des organes de direction de la société sont de plus en plus souvent poursuivis par les tribunaux pour avoir causé un préjudice à l'entreprise. Les responsables de l'entreprise sont exposés dans l'exercice de leurs fonctions à des risques importants et ne sont pas suffisamment protégés. En prenant en compte l'expérience internationale, la possibilité d'assurer le risque de responsabilité de ces personnes pourrait devenir l'un des outils d'amélioration du climat des affaires sur le territoire de la Fédération de Russie et de la conformité aux bonnes pratiques des pays étrangers.

Le projet de loi attribue le droit à la société commerciale à ses frais de signer le contrat d'assurance des biens contre le risque de responsabilité civile des membres de son Conseil d'administration (conseil de surveillance), de son

directeur ou des membres de la direction, de sa société de gestion ou de son gérant ainsi que d'autres personnes qui déterminent les actions de la société de fait ou peuvent le faire grâce au poste qu'elles occupent dans la société (par exemple, le chef-comptable) pour avoir causé des pertes à la société elle-même ou à des tiers lors de l'exercice de leurs fonctions officielles.

La Cour Constitutionnelle a clarifié dans quels cas il est permis de poursuivre les personnes ayant le contrôle sur l'organisation qui a été exclue du registre comme inactive.

Selon la nouvelle ordonnance de la Cour Constitutionnelle, si la société est exclue du registre, les créanciers peuvent saisir les personnes en ayant le contrôle. Avant le créancier devait d'abord prouver la mauvaise foi et le caractère irraisonnable des actions des personnes détenant le contrôle. La Cour Constitutionnelle, en se référant à la position procédurale inégale du demandeur-créancier, car il n'est pas impliqué dans les relations juridiques ainsi que dans les activités économiques de la société et donc ne peut pas présenter au tribunal les preuves nécessaires.

L'ordonnance renforce donc la position procédurale du créancier, puisque dorénavant il n'est pas tenu de soumettre au tribunal que des preuves indiquant qu'il a subi des pertes ainsi que la société qui lui doit de l'argent a été exclue du Registre d'Etat consolidé des entités juridiques. Les personnes détenant le contrôle dans ladite société doivent expliquer les raisons de l'exclusion de la société du Registre. Sinon, y compris en cas de non présence au tribunal ou d'incomplétude des informations fournies, la charge de prouver sa bonne foi est entièrement transférée aux personnes détenant le contrôle.

La Cour Constitutionnelle a également précisé que si la partie demanderesse est représentée par une personne physique, un consommateur, s'applique la présomption de mauvaise foi et la charge de prouver le contraire est entièrement transférée aux personnes détenant le contrôle.

Modifications de l'obligation de divulgation d'informations à l'organe d'audit étranger sur les sociétés qui font l'objet de sanctions étrangères.

Selon la nouvelle ordonnance du gouvernement russe, les sociétés russes qui subissent les sanctions étrangères ont le droit de ne pas divulguer toutes les informations à l'auditeur contrôlé directement ou indirectement par une personne physique ou morale étrangère.

Cette disposition concerne les sociétés d'audit internationales et les quatre plus importants auditeurs au monde : Deloitte, Ernst & Young, KPMG et PwC. En conséquence, les sociétés russes qui subissent des sanctions choisissent de

plus en plus souvent des auditeurs russes, car les auditeurs étrangers ne peuvent pas effectuer un audit complet sans avoir accès total aux informations requises.

Le 26 avril 2021 est entrée en vigueur la loi qui oblige les sociétés par actions russes à porter au Registre d'Etat consolidé des entités juridiques leur associé unique.

La loi oblige les sociétés financières d'envoyer à la Banque Centrale de la Fédération de Russie les informations relatives aux personnes détenant le contrôle.

La procédure, la forme et les délais d'envoi des données sont déterminés par le régulateur. Il est également prévu de notifier la personne détenant le contrôle en un jour ouvrable à compter de la date d'envoi d'informations. En outre, la Banque Centrale de la Fédération de Russie peut reconnaître une personne en tant que personne détenant le contrôle.

Sanctions accrues pour la violation des règlements liés aux données personnelles et à la sécurité du Runet.

Pour la violation des règlements liés aux données personnelles (article 13.11 du Code des infractions administratives de la Fédération de Russie), le délai de prescription passera de 3 mois à 1 an. En outre, le montant de l'amende pour la première infraction est augmenté et de nouvelles amendes pour les infractions répétées sont établies.

Les fournisseurs d'accès Internet seront, par exemple, tenus responsables du non-respect de la procédure d'installation, d'exploitation et de mise à niveau des moyens techniques de lutte contre les menaces pesant sur le Runet.

Une nouvelle loi fixe les amendes pour la vente de certains types de produits techniques complexes (y compris les smartphones et les ordinateurs) sans la pré-installation du logiciel russe ou du logiciel d'autres pays de l'Union Economique Eurasiatique.

La Cour Suprême de la Fédération de Russie a clarifié la procédure précontentieuse du règlement des différends.

En particulier, il est précisé quand il faut et quand il ne faut pas respecter la procédure précontentieuse (par exemple, lors du dépôt d'une demande reconventionnelle ou d'une modification des conclusions, l'envoi d'une réclamation précontentieuse n'est pas requis).

Les règles de l'envoi d'une réclamation ont été simplifiées. Désormais, si une telle pratique de communication fait partie de l'interaction des parties ou est prévue par le contrat, la réclamation peut être envoyée par courrier électronique, via un réseau social ou une messagerie.

Les possibilités du défendeur de se référer devant le tribunal au non-respect de la procédure précontentieuse sont limitées. Dorénavant il n'est possible à s'y référer qu'au tribunal de première instance, avant les premières conclusions du défendeur sur le fonds et lors de la présentation des preuves de l'intention réelle du défendeur de régler le différend.

En outre, l'envoi de la réclamation suspend le délai de prescription pour la durée de la procédure précontentieuse du règlement du différend.

Le Gouvernement de la Fédération de Russie a élargi la liste des catégories des étrangers autorisés à entrer sur le territoire russe.

A partir du 19 mai 2020, les personnes suivantes sont autorisées à entrer sur le territoire russe :

- propriétaires ou dirigeants des sociétés ayant une activité en Russie ;
- ressortissants étrangers ayant pour but de participer aux négociations de projets d'investissement.

Par contre, les invitations pour la préparation des visas d'affaires pour ces deux catégories de personnes ne seront envoyées que si leur entrée est notifiée et approuvée par le ministère du Développement économique de la Fédération de Russie.

Les limitations de circulation mises en place dans le cadre de la lutte contre le COVID-19 sont en train d'être levées. Ainsi, à partir du 24 mai 2021, certains organes territoriaux du ministère de l'Intérieur n'exigent plus l'approbation d'entrée des spécialistes hautement qualifiés de pays « ouverts ». A l'heure actuelle, la liste de ces pays, entre autres, comprend l'Allemagne et le Japon.

A partir du 1 janvier 2021, les informations relatives au travail des personnes embauchées pour la première fois doivent être enregistrées exclusivement sous forme électronique.

Les livrets de travail pour cette catégorie des employés ne seront plus délivrés. Le ministère du Travail a souligné qu'en outre, l'employé ne pourra plus revenir au livret de travail sous forme papier s'il a choisi avant de saisir les informations sur son travail sous forme électronique.

A partir du 1 janvier 2021, les règles d'imposition des revenus des personnes physiques ont été modifiées.

Ainsi, a été instauré le taux d'imposition des personnes physiques majoré.

Si le montant de revenus annuels est égal ou inférieur à 5 000 000 (cinq millions) de roubles, le montant du taux d'imposition sur le revenu des personnes physiques ne changera pas et sera égal à 13%.

Si le montant de revenus annuels est supérieur à 5 000 000 (cinq millions) roubles, le taux d'imposition passera à 15%.

Pour les personnes non reconnues comme résidents fiscaux de la Fédération de Russie (c'est-à-dire les personnes résidant en Russie moins de 183 jours calendriers) le mode d'imposition ne change pas. Les exceptions constituent les non-résidents soumis au taux d'imposition de 13%, y compris les spécialistes hautement qualifiés dont les revenus de travail sont soumis au nouveau mode d'imposition.

Création d'une base de données numérique unifiée des étrangers.

Le ministère de l'Intérieur de la Russie a annoncé la création d'une base de données numérique unifiée des ressortissants étrangers résidant sur le territoire russe. Leur profile numérique contiendra des informations sur leur statut juridique, leurs données biométriques ainsi que des informations sur leur lieu de résidence et de travail.

Changement du délai de la validité du Certificat de connaissance de la langue russe, de l'histoire de la Russie et de sa législation, document nécessaire pour obtenir le titre de séjour.

Selon l'ordonnance du Gouvernement russe les Certificats de connaissance de la langue russe, de l'histoire de la Russie et de sa législation, requis pour obtenir un permis de travail, un brevet de migration permettant de travailler ou un permis de séjour temporaire, seront valables pendant trois ans, tandis que les certificats pour l'obtention d'un permis de séjour permanent seront valables indéfiniment. Ces règles sont entrées en vigueur depuis le 7 juin 2021. Les certificats obtenus avant cette date sont valables jusqu'à la date indiquée dans les certificats.

ALRUD: Desk Français

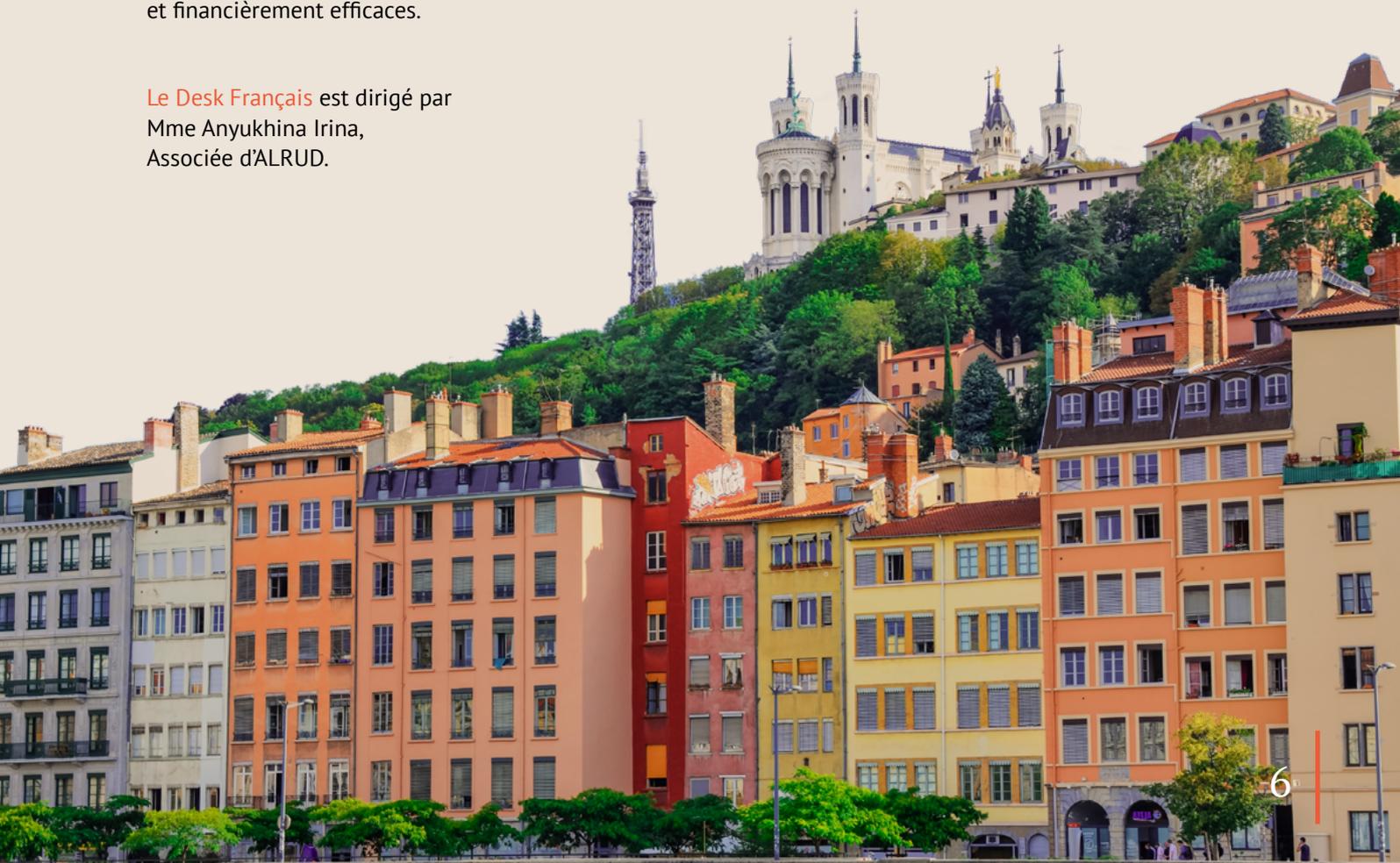
ALRUD, importante société russe de services juridiques, travaille en Russie comme à l'étranger. Des consultations de qualité, un service irréprochable et des principes éthiques stricts caractérisent notre société. Fondée en 1991 par les Associés principaux Maksim Alekseev et Vassiliï Rudomino, la société ALRUD est reconnue comme l'une des sociétés juridiques les plus réputées de Russie. Nous proposons l'ensemble des services juridiques dans les domaines du droit de l'entreprise du M&A et Private Equity, du droit de la concurrence, du droit bancaire et financier, de la propriété intellectuelle, du droit commercial, de la protection des données personnelles, des litiges, du droit du travail, du fisc, de l'immobilier, de la restructuration et de la faillite, ainsi que des investissements internes. De grands groupes internationaux et d'importantes sociétés privées, ainsi que des entreprises publiques russes comptent parmi nos clients. Nos clients sont notamment basés en Europe, en Asie, aux États Unis et en Grande Bretagne.



ALRUD a créé **Le Desk Français** pour proposer des services de conseil aux clients francophones.

Depuis des années ALRUD apporte son conseil aux entreprises francophones spécialisées dans les énergies et infrastructures, les activités bancaires, l'industrie, les biens de consommation et le commerce de détail, la santé et l'industrie chimique, le transport et la logistique, les technologies, les médias et les télécommunications. Notre équipe **Le Desk Français** comprend 11 experts francophones avec une formation théorique et une expérience pratique importantes dans les domaines des droits du travail, de l'entreprise, du M&A, de la propriété intellectuelle, des litiges, de l'immobilier et d'autres domaines du droit. Nos experts accordent une grande importance au développement professionnel, ils sont toujours au courant des dernières modifications de la législation. Dans le cadre du travail en mode projet, nous pouvons affecter des conseils en brevets ou des experts extérieurs ce qui nous permet de proposer des services de conseil précis, pratiques et financièrement efficaces.

Le Desk Français est dirigé par
Mme Anyukhina Irina,
Associée d'ALRUD.



Remarque: Nous attirons votre attention sur le fait que ces documents sont préparés sur la base d'informations issues de sources ouvertes et sont destinés exclusivement à des fins d'information. Le cabinet de conseil juridique ALRUD n'est pas responsable des conséquences résultant de la prise de décisions fondées sur les informations susmentionnées.

17 rue Skakovaïa, bâtiment 2, 6e étage, Moscou, Russie, 125040 |
E-mail: info@alrud.com | www.alrud.com | Tél. +7 495 234-9692

ALRUD The logo for ALRUD's 30th anniversary. It features the word "ALRUD" in a black serif font, followed by a stylized "30" in orange. The "3" is composed of three horizontal lines, and the "0" is a thick orange ring with three horizontal lines passing through it.